



Casa África – Opportunités d'affaires

République du Zimbabwe

Avant l'arrivée de la pandémie actuelle, le PIB devait croître en 2020 pour atteindre 4,6 % et augmenter d'un point de pourcentage l'année suivante. Une reprise est également attendue dans l'agriculture et l'industrie minière, soutenue par des investissements accrus et bien ciblés. Mais avec les perspectives actuelles, la production devrait diminuer dans les deux secteurs, en grande partie à cause du déclenchement de la pandémie et des chocs associés, ainsi que des actions politiques visant à limiter la propagation. En conséquence, l'économie devrait se contracter de 7,5 % à 8,5 % en 2020, avec une modeste reprise en 2021. Le déficit budgétaire devrait rester supérieur à 5 % en raison des effets négatifs des mesures d'allègement fiscal et de la faiblesse de l'activité commerciale. Malgré la politique monétaire accommodante visant à alléger les contraintes de liquidité du marché, l'effet sera compensé par des déficiences structurelles telles que les pénuries de devises et le manque de confiance dans la monnaie locale, de sorte que d'ici 2020, une inflation moyenne de 217 % est attendue, amplifiée par les chocs induits par le COVID-19. D'autre part, la détérioration de la balance commerciale et du compte des revenus secondaires poussera le compte courant en territoire déficitaire de 2,0 % du PIB.

La régénération de la société civile et l'engagement des acteurs politiques dans un contrat social positif devaient accélérer les réformes avant la pandémie. D'importantes ressources naturelles, des infrastructures publiques assez bonnes et une main-d'œuvre qualifiée lui donnent la possibilité de rejoindre les chaînes d'approvisionnement en Afrique et d'accroître les échanges dans la zone de libre-échange continentale africaine.

Avant la crise de liquidité du pays en 2015, le Zimbabwe était très ouvert au commerce. Depuis lors, les restrictions à l'importation ainsi que la perte de réserves et la volatilité du prix international de certains de ses produits, tant à l'exportation qu'à l'importation, ont été réduites. L'Afrique du Sud est de loin le plus grand partenaire commercial du pays. Le deuxième fournisseur du pays est Singapour, suivi de la Chine et de la Zambie. En ce qui concerne les exportations, après l'Afrique du Sud, les principales destinations sont le Mozambique et les Émirats arabes unis. Les exportations du pays ne sont pas très diversifiées, puisque les pierres précieuses, dont les diamants et l'or en plus du tabac, constituent près de 75 % de ses exportations. Du côté des importations, l'essence, les céréales, les machines électriques et mécaniques et les véhicules se distinguent.

En termes de défis, une dette élevée insoutenable, des déficits budgétaires élevés, des pénuries de liquidités et de devises et des pénuries persistantes de biens essentiels entravent une reprise économique significative, aujourd'hui aggravée par la crise COVID-19. Les dépenses de développement et la fourniture de services sociaux restent limitées. À mesure que le dollar zimbabwéen se déprécie, les créanciers locaux perdent la valeur de leurs prêts et de leurs paiements pour les biens et services fournis au gouvernement, et le service de la dette extérieure devient de plus en plus insoutenable. À son tour, cette spirale descendante de l'économie alimente le chômage et la pauvreté. À cela s'ajoutent le manque de financement, le coût élevé des intrants, les machines obsolètes et les infrastructures inadéquates (notamment dans le domaine de l'énergie), les progrès limités de la réforme agraire et l'assouplissement des réglementations en matière d'investissement, qui sont autant de défis majeurs pour le développement du secteur privé. De nombreuses années d'investissement sont nécessaires pour une modeste reprise des infrastructures.

AEO: <https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2020>

AEO (Suplemento COVID-19): <https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2020-supplement>

ICEX: <https://www.icex.es/icex/es/navegacion-principal/todos-nuestros-servicios/informacion-de-mercados/sectores/agroalimentarios/documentos/DOC2018795598.html>